



CÉMAC

Des défis à relever sur la voie de l'intégration

Réuni le 9 septembre à Bangui, dans la capitale centrafricaine, en prélude de la 16e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat, le conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale a examiné les dossiers ayant un impact significatif sur la nouvelle dynamique de la communauté et étudié les défis à relever pour consolider l'intégration régionale. Pour le président de la Commission, Baltasar Engonga Edjo'o, l'évaluation et la transparence des dépenses fiscales restent un véritable défi pour la sous-région pénalisée par le retard pris par la Cémac tant dans l'amélioration de son taux de pression fiscale que dans l'augmentation substantielle des recettes non pétrolières.

[Page 16](#)



Les ministres des Finances et de l'Economie

ENERGIE HYDROÉLECTRIQUE

L'Ethiopie inaugure son barrage de la renaissance



Vue générale du grand barrage de la Renaissance (GERD)/DR production à 5 000 MW.

En dépit de vives tensions créées avec l'Égypte qui dépend quasi entièrement du Nil pour ses besoins, l'Éthiopie a franchi un cap historique près de quinze ans après le début des travaux avec l'inauguration, le 9 septembre, du grand barrage de la renaissance. Un immense ouvrage long de 1,8 km, haut de 145 m et composé de 16 turbines, portant la capacité de

Située sur le Nil Bleu, dans la région de Benishangul-Gumuz, cette infrastructure considérée comme le plus grand projet hydroélectrique d'Afrique marque un jalon stratégique pour le développement économique et la transformation du paysage énergétique de ce pays d'environ 135,47 millions d'habitants.

[Page 7](#)

FISCALITÉ

Renforcer l'efficacité et stimuler la croissance

Le huitième Colloque international sur la fiscalité s'est ouvert mardi à Brazzaville par un appel à la modernisation du système fiscal lancé aux administrations pour renforcer leur efficacité et stimuler la croissance économique. Pendant ces assises de quatre jours auxquelles participent plusieurs délégations étrangères, le modèle de réforme en cours au Congo sera examiné, notamment en ce qui concerne la digitalisation, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'adoption de l'impôt global forfaitaire.

[Page 16](#)



Les intervenants à l'ouverture des travaux Adiac

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique veut un financement adapté

A l'ouverture du deuxième sommet africain sur le climat le 8 septembre, les chefs d'Etat et de gouvernements africains ont invité les investisseurs à considérer les fonds injectés dans l'adaptation climatique comme straté-

gique pour l'avenir. Avec plus d'un milliard d'habitants, atteindre les objectifs climatiques de l'Afrique d'ici 2030 nécessitera, selon l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, près de 3000 milliards de dollars. C'est la condition pour

épargner le continent africain qui contribue le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais figure parmi les plus durement touchés par les impacts climatiques.

[Page 6](#)

Editorial

Modèle autochtone

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Modèle autochtone

La phase pilote du projet d'insertion et d'inclusion socio-économique des Autochtones que le gouvernement vient de lancer dans le département de la Lékoumou, avec l'appui de ses partenaires, est une nouvelle étape franchie en matière de promotion et de défense des droits de cette couche sociale vulnérable.

La période expérimentale va durer de douze à quatorze mois dans le but de produire, en définitive, un modèle-type, spécifique à l'accompagnement de ces populations vulnérables sur toute l'étendue du territoire national. Il est en effet question d'améliorer leur accès aux services sociaux de base, et d'une façon plus générale leurs conditions de vie tout en renforçant la lutte contre la stigmatisation pour une société congolaise plus inclusive.

Le Congo confirme ainsi sa vocation de pionnier en la matière en Afrique. Le pays est le premier État sur le continent à avoir adopté, en 2011, une loi portant sur la promotion et la protection des droits des Autochtones. Ce texte garantit, entre autres, l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et à l'état civil.

En attendant le modèle-type qui sera disponible deux ans, les pouvoirs publics devraient pleinement jouer leur partition pour que la phase pilote dans laquelle les bénéficiaires du projet sont impliqués réussisse. Et ce, en vue d'un meilleur déploiement du programme par la suite pour ne laisser personne au bord de la route.

Les Dépêches de Brazzaville

CSLC

Réadapter l'armature juridique classique à l'ère du numérique

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Médard Milandou Nsonga, a dirigé, le 8 septembre, la session inaugurale de cette institution gendarme des médias, consacrée à l'examen et l'adoption des documents fondamentaux qui permettront de mener à bien leurs missions.

« La session inaugurale qui s'ouvre ce jour doit être considérée par nous tous comme étant le début d'un processus de réflexion, de relecture et d'adaptation des règlements intérieurs et financiers, ainsi que du manuel de procédure au regard de notre pratique factuelle et de la nécessité d'assainir notre paysage audiovisuel. Au-delà de ces textes fondamentaux, un grand chantier nous attend, celui de réfléchir sur l'armature juridique, technique pour la prise en compte des nouveaux médias, services et des métiers connexes », a rappelé le président du CSLC, conformément à l'article 55 du règlement intérieur de cette institution. L'objectif étant de rendre les textes plus pertinents face aux réalités du terrain et d'assainir le paysage audiovisuel congolais. Cette session se tient jusqu'au 9 septembre.

Médard Milandou Nsonga a insisté sur l'importance de cette modernisation pour faire face à la prolifération des médias en ligne et des réseaux sociaux. Un défi qui n'est pas propre au Congo mais partagé avec les membres des réseaux francophones de régulateurs de médias et des instances



Médard Milandou Nsonga

africaines de régulation. Il a souligné l'urgence de cette réforme en vue des prochaines élections présidentielles. « La régulation de la couverture médiatique de la campagne électorale est un défi de taille. C'est pourquoi une rencontre sera organisée avec les professionnels des médias pour leur rappeler l'importance du code d'éthique et de déontologie, considéré comme le livre de chevet de tout journaliste », a-t-il indiqué.

Le président du CSLC a appelé les hauts conseillers à s'investir pleinement dans ces travaux afin de trouver des solutions durables pour les problèmes qui entravent le fonctionnement du conseil.

Ces solutions, tant sur le problème administratif, juridique que technique, doivent permettre de mettre en place une politique cohérente et pragmatique. « Puisse notre session se dérouler en toute responsabilité, en tenant compte des ajustements et réajustements aux dispositions de la loi organique n°27-2022 du 29 juin 2022 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi organique n° 4-2003 du 18 janvier 2003 déterminant les missions, l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la liberté de communication », a indiqué le président du CSLC.

Jean Pascal Mongo-Slyhm
(stagiaire)

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SÉNAT

Le Conseil consultatif de la femme invité à promouvoir l'innovation

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, qui a reçu en audience le 8 septembre à Brazzaville la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Yennie Clara Ossete Mberi, l'a demandé d'être innovante. Les deux personnalités ont échangé sur l'implication de la femme dans les processus décisionnels au sein des communautés.

Ayant entre autres missions d'émettre des avis aux questions liées à la condition de la femme, de faire des suggestions au gouvernement, le Conseil consultatif de la femme veut pleinement jouer sa partition. « En tant que secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, il était question de venir me présenter officiellement au président du Sénat, qui peut nous accompagner dans ce processus. Nous avons échangé sur les projets que le Conseil consultatif de la femme compte mettre en place pour fin 2025 et l'année prochaine. Pour cela, le président du Sénat a promis de nous apporter tout son soutien. Il nous a demandé d'être innovante et d'aller à l'écoute des femmes », a expliqué Yennie Clara Ossete Mberi à la sortie d'audience, tout en promettant d'être à l'écoute de la femme congolaise.

Nommée par décret présidentiel le 7 août 2025, la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme s'était fixé plusieurs objectifs lors de sa prise de fonctions. Il s'agit notamment d'encourager l'éducation de la jeune fille en lui garantissant l'accès à une éducation de qualité ; de plaider pour la participation des femmes au développement local en favorisant leur implication dans les processus de décision au niveau local ; promouvoir les grandes figures féminines de l'histoire nationale.

Jean Pascal Mongo-Slyhm (stagiaire)



Pierre Ngolo s'entretenant avec Yennie Clara Ossete Mberi/Adiac

LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ

S'impliquer davantage dans les opérations d'assainissement

Le 1er samedi du mois de septembre a été consacré à Brazzaville à la poursuite de l'opération de curage des collecteurs et caniveaux, au balayage des artères, à la sensibilisation des riverains et à la mise en garde des pré-collecteurs des déchets ayant l'habitude de les déverser hors des aires de transit.

Pour respecter la circulaire gouvernementale, le ministère de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier a mobilisé, le 6 septembre, des ONG spécialisées dans l'assainissement, des confessions religieuses ainsi que d'autres citoyens et résidents. Sur les berges et dans le collecteur Madoukou Tsékélé par exemple, ce sont les associations « Salubrité sans frontière » et « Congo propre » qui ont mobilisé leurs membres. Matériel aratoire en main, ils ont nettoyé les accotements et le collecteur entre la rue Mbochi et l'avenue de France.

Appuyés par des engins mobilisés par la direction générale de l'Assainissement, les membres de l'Association des jeunes éveillés étaient à cheval entre l'avenue des Trois Martyrs et la rue Lénine à Mougali. Principale opératrice de collecte de déchets à Brazzaville, la société Albayrak a déployé ses techniciens en ces lieux.

Cheffe du quartier 42, Marie-Claire Bouanga met en garde les pré-collecteurs des ordures ménagères ayant l'habitude de les déverser dans le



Les techniciens d'Albayrak à pied d'œuvre au niveau d'un collecteur

collecteur de la Mfoa, en violation de l'interdiction affichée sur les garde-fous. « Ceux qui se feront prendre en train de jeter les ordures dans la Mfoa ne devront pas être surpris. Ils seront frappés sévèrement pour qu'ils ne puissent plus re-

venir », a-t-elle averti, précisant que l'installation des pancartes soudées sur les garde-fous par le ministre Juste Désiré Mondélé, lors du lancement de l'opération de curage des collecteurs de Brazzaville, a diminué la fréquence de dépôt des ordures

dans la Mfoa.

A Ouenzé, dans le 5e arrondissement, les fidèles de l'Eglise Liloba étaient à pied d'œuvre sur l'avenue de la Tsiémé croisement rue Mbochi. Conduit par leur chef Olsen Elion, ils ont, en effet, curé le caniveau et

balayé les artères sous le slogan « Eglise de réveil Liloba, avec l'Etat congolais pour une ville propre. Salongo obligatoire ». Au niveau du collecteur Zanga dia ba Ngombe, dans les arrondissements 1 Makélékélé et 2 Bacongo, l'assainissement a été assuré par l'ONG « Salubrité hygiène » à travers le slogan « Chaque geste compte pour un environnement sain en République du Congo ».

Une grande satisfaction pour le conseiller à l'Assainissement du ministre de tutelle, Roger Christian Itoua, qui a demandé aux Brazzavillois d'œuvrer de plus dans les questions de salubrité. « Il faut que les gens s'y impliquent et respectent les consignes que le ministère divulgue et vulgarise à travers la direction générale de l'assainissement. Les opérateurs de pré-collectes ont été formés et le ministère continue à les former via la direction générale de l'Assainissement où on leur indique les endroits où ils doivent aller déposer ces ordures que la société Albayrak se charge de vider les différents bacs », a rappelé le conseiller du ministre.

Parfait Wilfried Douniama



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

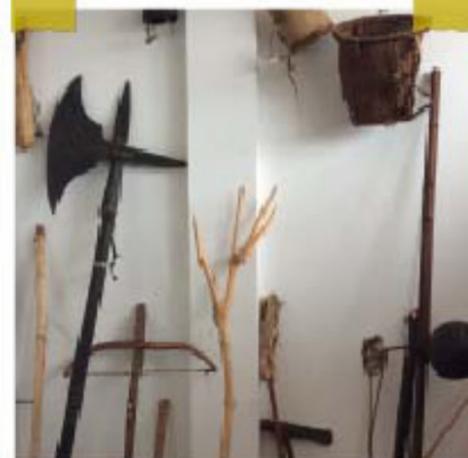
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

ACTION SOCIALE

Harris-Oyo Fondation au plus proche de sa communauté

Dans le prolongement de ces actions au profit des couches les plus vulnérables, Harris-Oyo Fondation (HOF), en partenariat avec l'association Source de Bien, a procédé le 6 septembre à une vaste campagne de sensibilisation et de distribution de kits de santé en faveur du centre de santé intégré Jeanne-Vialle et des familles les plus vulnérables de l'arrondissement 5, Ouenzé.

« Cette campagne a une portée symbolique et pratique : celle de répondre aux attentes des femmes, des mères et de soutenir le travail acharné du personnel soignant. Conscient des défis sanitaires que connaît notre pays, particulièrement face aux menaces d'épidémies comme le choléra, Harris-Oyo Fondation a jugé essentiel d'apporter une réponse concrète en distribuant ces kits sanitaires », a indiqué le coordonnateur de HOF, Junior Mahoungou.

Les dons étaient composés, entre autres, de médicaments essentiels, de kits d'hygiène, de produits de première nécessité, des appareils pour l'analyse des bactéries pour le CSI Jeanne-Vialle et des bassines, des seaux, des pagnes, des draps de soins bébé, etc. Ils visent à renforcer la prise en charge médicale au sein du CSI et à améliorer les conditions de vie des familles, notamment des jeunes enfants exposés à



Le coordonnateur de Hof entouré des bénéficiaires/DR

la malnutrition et aux maladies courantes.

En marge de cette remise, une séance de sensibilisation à la prévention et la lutte contre le choléra a été organisée. Les mères ont été informées sur les gestes d'hygiène à adopter comme le lavage régulier des mains, la

consommation d'eau potable et la bonne conservation des aliments, afin de réduire les risques de propagation de cette maladie qui continue de menacer certaines zones du pays.

Pour la présidente de l'association Source de Bien, Carine Miere, ce partenariat avec HOF, que dirige le dé-

puté Romi Oyo, s'inscrit dans la mission de l'institution qui œuvre pour le bien-être des mamans et l'accompagnement social de la population.

« Nous voulons apporter notre soutien concret aux mères et aux enfants qui constituent l'avenir de notre pays. A travers ce

don et cette sensibilisation, nous affirmons notre engagement à rester proches des communautés », a-t-elle déclaré.

De leur côté, les responsables du CSI Jeanne-Vialle ont exprimé leur gratitude envers la fondation Harris-Oyo, qui continue depuis toujours à être au chevet de cette structure sanitaire. Les bénéficiaires, particulièrement les mères, ont également salué l'initiative, affirmant que ces dons contribueront à soulager de nombreux ménages en situation précaire. Cette action humanitaire de la Fondation Harris-Oyo et l'association Source de Bien traduit une volonté de renforcer le partenariat entre les structures de santé et les organisations de proximité afin de promouvoir un meilleur accès aux soins. Elle constitue aussi un exemple de solidarité à suivre dans le cadre de l'amélioration des conditions sanitaires et sociales des populations.

Jean Pascal Mongo-Slyhm
(stagiaire)

TRIBUNE LIBRE

Jusqu'où ira le Sud global ?

Le 3 septembre 2025, la République populaire de Chine a célébré, avec faste, les 80 ans de sa victoire sur l'armée japonaise. Au-delà d'un simple exercice de mémoire, cet événement, précédé quelques jours auparavant par la conférence de l'Organisation de la coopération de Shanghai ayant réuni autour du président Xi Jinping les figures importantes d'un Sud global en pleine affirmation parmi lesquelles le Premier ministre indien Narendra Modi, a été diversement commenté. La présence en Chine de dirigeants tels que Vladimir Poutine, Kim Jong Un, Denis Sassou N'Guesso ou encore Emmerson Mnangagwa a révélé une dynamique d'adhésion symbolique et stratégique. En toile de fond. La commémoration s'était transformée en un acte de projection : vers un monde réorganisé, plus multipolaire et moins inféodé aux puissances mondiales.

Les images fortes de ce rassemblement ne relèvent pas uniquement de l'orchestration diplomatique. Elles ont traduit une volonté claire. Celle de construire une alternative au système international actuel. Ce Sud global

– longtemps marginalisé – revendique aujourd'hui un rôle moteur. Les alliances informelles ou émergentes entre puissances asiatiques, africaines et latino-américaines remettent en cause l'hégémonie occidentale. L'idée d'un axe Sud-Sud de puissance n'est plus une utopie, loin s'en faut. Elle s'incarne désormais dans des échanges bilatéraux, des projets conjoints d'infrastructures, des coopérations militaires, et une vision partagée d'un ordre mondial « décolonisé ».

L'initiative de « Nouvelle gouvernance mondiale » portée par le président chinois Xi Jinping apparaît comme le point d'ancrage de cette bascule. En mettant en avant les concepts d'équité, de respect de la souveraineté et de développement mutuel, cette initiative se présente comme un contre-modèle aux institutions dominées par l'Occident, telles que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. En réalité, il s'agit d'un projet structurant, où la Chine propose à ses partenaires une place à la table des décisions, en échange d'un consensus stratégique. Pour les pays du Sud, cette offre séduit, d'autant plus

qu'elle s'accompagne d'aides massives, de transferts de technologies, et d'un discours de non-ingérence qui contraste avec le ton paternaliste et moralisateur imputé aux Occidentaux.

Que personne ne se fasse d'illusions. La montée en puissance de ce nouvel ordre mondial ne se fera pas sans grincement de dents. L'Occident ne saurait assister à cette réorganisation du monde sans broncher. Ainsi, il pourrait multiplier de stratégies de blocage, telles que des sanctions économiques, des campagnes de dénigrement ou la réactivation des bras armés pour tenter de sauver désespérément l'ordre établi. Par ailleurs, le Sud global n'est pas monolithique. Des divergences existent – économiques, culturelles, stratégiques – entre ses membres. La réussite de cette reconfiguration dépendra donc de sa capacité à construire une vision commune, au-delà des intérêts nationaux. Le monde bascule, certes, mais rien n'est encore écrit. Toutefois, la question reste ouverte : jusqu'où ira le Sud global ?

Valentin Oko

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique propose un financement de l'adaptation

A l'ouverture du deuxième sommet africain sur le climat, le 8 septembre à Addis-Abeba, les chefs d'État et de gouvernements ont invité les investisseurs à considérer les fonds injectés dans l'adaptation climatique comme stratégique pour l'avenir.

Pour les participants, le continent ne doit pas être considéré comme une victime, mais comme une opportunité d'investissement. Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a déclaré qu'il était « temps de remplacer l'aide climatique par des investissements climatiques ».

Les pays africains qui comptent plus d'un milliard d'habitants ont subi de plein fouet les catastrophes climatiques, notamment les sécheresses et les inondations, qui ont rendu des millions de personnes vulnérables.

Lors du dernier sommet sur le climat en 2023, les pays africains ont élaboré des plans ambitieux pour accroître les énergies renouvelables, mais les contraintes de financement ont ralenti la mise en œuvre de ces plans. Des militants de l'action climatique comme Amos Wemanya, de Greenpeace Afrique, ont déclaré que le déficit de financement pouvait être comblé si l'on mettait l'accent sur la



taxation des pollueurs. Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, un organe continental composé de 55 États membres, qui a coorganisé le sommet sur le climat, a proposé une « justice climatique » pour aider les pays vulnérables qui sont déjà confrontés au changement climatique et à

la dette. L'Éthiopie a fait des progrès considérables dans le domaine des énergies renouvelables, avec le projet du barrage de la Grande renaissance éthiopienne qui doit être inauguré ce 9 septembre, ainsi que sa volonté d'améliorer la couverture forestière en plantant 48 milliards de semis d'arbres au cours des

sept dernières années. L'activiste environnemental Hindou Oumarou Ibrahim a déclaré que « l'on parlait trop et que l'on n'agissait pas assez en matière d'adaptation au climat », et a insisté sur « la nécessité de trouver des solutions dirigées par l'Afrique ». Le Premier ministre Ethiope, Abiy Ahmed, a déclaré que le

continent réunirait des chercheurs, des innovateurs et des communautés afin de trouver des solutions pour lutter contre le changement climatique dans divers secteurs, notamment l'énergie, l'agriculture et l'eau. « Nous demandons à nos partenaires mondiaux de ne pas nous financer parce que nous sommes touchés, mais d'investir avec nous parce que nous sommes visionnaires », a-t-il déclaré.

La déclaration du sommet qui présentera les priorités de l'Afrique et les solutions proposées sera approuvée cette semaine et présentée à la COP 30 en novembre prochain. Le président de la COP 30, l'ambassadeur André Corrêa do Lago, a exprimé sa solidarité. Le sommet sur le climat de cette année a pour objectif de débloquent le financement de la lutte contre le changement climatique et d'accélérer les solutions et l'adaptation menées par l'Afrique.

Yvette Reine Boro Nzaba



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés N°2

Sélection internationale ouverte n°105/BEAC/DGE-DSL/SIO/Ser/2025 pour la fourniture et l'implémentation d'une suite collaborative complète : la solution de messagerie Zimbra, un intranet / réseau social d'entreprise intégrant des outils de gestion de projets et une solution de gestion de contenu d'entreprise (GED, GEC et Archivage)

Dans le cadre du chantier de modernisation de ses infrastructures de manière générale et de son système de messagerie électronique en particulier, la Banque des États de l'Afrique Centrale souhaite **acquérir et implémenter une suite collaborative complète constituée d'une solution de messagerie Zimbra, d'un intranet / réseau social d'entreprise intégrant des outils de gestion de projets et une solution de gestion de contenu d'entreprise (GED, GEC, Archivage)**. A cet effet, elle invite, par le présent avis de sélection, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à soumettre une proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC/UMAC/CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la **sélection internationale ouverte basée sur la qualité technique et le coût**.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré dans toutes les Directions Nationales de la BEAC et aux Services Centraux de Yaoundé à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, Direction Générale de l'exploitation, DGAM, 14^{ème} étage, Porte 14.12
☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN
☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 Postes 5452, 5431, 5402 ou 5403
☎ : (+237) 222 23 33 29
@ : cgam.scx@beac.int
www.beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué exclusivement par virement bancaire.

Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07
Objet : frais de soumission sélection n°{à renseigner par le soumissionnaire}

Transfert international (hors zone CEMAC) :

Correspondant : Banque de France
SWIFT Code : BDFEFRPPXXX
Numéro de compte : FR76 3000 1000 6400 0000 5104 277
Destinataire : BEACMCX090
Objet : frais de soumission appel d'offres n°{à renseigner par le soumissionnaire}

La réunion de cadrage obligatoire se tiendra le **mercredi 24 septembre 2025 à 11 heures**. Seules les entreprises s'étant acquittées des frais de soumission seront autorisées à y prendre part.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection, devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 30 octobre 2025 à 12 heures** précises.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, Bureau d'Ordre, 15^{ème} étage, porte 15.01
☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en **une phase** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis administratifs, techniques et financiers seront ouverts le **jeudi 30 octobre 2025 à 13 heures**. Ces ouvertures se tiendront en présence des représentants des soumissionnaires **dûment mandatés** par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaiteraient assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le 03 sept 2025

Le Responsable,



AFRIQUE

L'Éthiopie inaugure le plus grand barrage du continent

Après quinze ans de travaux, l'Éthiopie a franchi un cap historique le 9 septembre avec l'inauguration officielle du Grand barrage de la renaissance (GERD), considéré comme le plus grand projet hydroélectrique d'Afrique.

Situé sur le Nil Bleu, dans la région de Benishangul-Gumuz, l'ouvrage d'envergure ambitieuse de transformer le paysage énergétique du pays et de renforcer son rôle régional.

Débutée en 2011, la construction du barrage s'est étalée sur quatorze années pour un coût estimé à près de cinq milliards de dollars, financés majoritairement par l'Éthiopie. Avec une capacité prévue de plus de cinq mille mégawatts, le GERD pourrait doubler la production actuelle d'électricité du pays, avec une partie destinée à l'exportation vers les pays voisins. Cette production renforcée devrait permettre à l'Éthiopie d'accéder à une plus grande autonomie énergétique et de s'imposer

comme un acteur clé de l'énergie sur le continent africain.

L'infrastructure, déjà partiellement opérationnelle depuis juillet 2025, marque un jalon stratégique pour le développement économique du pays. Toutefois, son inauguration intervient dans un contexte régional délicat. Le barrage suscite des préoccupations majeures en aval du Nil, notamment en Égypte et au Soudan, qui redoutent une diminution de leur accès à l'eau. Le Nil représentant une ressource vitale pour ces deux pays, le projet éthiopien est perçu comme une menace potentielle pour leur sécurité hydrique. Malgré la création d'une plateforme de dialogue pour tenter

d'atténuer les tensions, les négociations restent difficiles. L'Égypte, en particulier, insiste sur ses droits historiques liés à l'utilisation des eaux du fleuve et alerte sur les risques de sécheresse.

De son côté, l'Éthiopie plaide pour une gestion partagée et bénéfique à l'ensemble de la région. Le ministre éthiopien de l'Eau, Habtamu Itefa, a récemment déclaré : « *Travaillons ensemble pour augmenter les investissements et développer des projets qui bénéficient à tous.* »

Avec ses 1,8 kilomètre de long et ses 145 mètres de hauteur, le Grand barrage de la renaissance figure désormais parmi les infrastructures les plus imposantes.

Son exploitation complète représente une étape majeure pour l'Éthiopie, mais souligne également l'importance d'une coopération régionale renforcée autour des ressources en eau, essentielles à la stabilité et au développement durable de la région.

Vecteur d'unité nationale après le conflit du Tigré qui a fait au moins six cents mille morts entre 2020 et 2022, selon une estimation de l'Union africaine, la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique doit aussi répondre aux besoins énergétiques d'une population de 135 millions d'habitants et augmenter ses recettes en devises étrangères.

Yvette Reine Boro Nzaba

COMMÉMORATION

La 11^e édition du Sommet mondial pour la paix aura lieu en Corée du Sud

Du 18 au 19 septembre, Cheongju, en Corée du Sud, accueillera le 11e anniversaire du Sommet mondial pour la paix. Initié par l'organisation Culture céleste, paix mondiale, restauration de la lumière (HWPL), l'événement qui se veut inclusif aura pour but de discuter de l'avenir de la paix, plus précisément tracer la voie vers la paix mondiale.

Plus de 650 personnalités prendront part à cette messe, notamment des dirigeants nationaux et internationaux de tous les horizons, les présidents, les Premiers ministres, les présidents d'Assemblées nationales, les présidents de la Cour suprême, les ministres et les responsables des secteurs de l'éducation, de la religion et des médias. Le sommet passera en revue les principales initiatives et réalisations de HWPL en matière de paix au cours de l'année écoulée et les présentera à la communauté internationale.

Il sied de rappeler que le prochain sommet s'appuie sur les fondations posées lors du premier sommet mondial pour la paix de l'HWPL tenu en 2014, où les dirigeants mondiaux avaient signé deux accords fondamentaux, à savoir l'accord visant à proposer l'adoption du droit international pour la cessation des guerres et la paix mondiale, ainsi que l'accord de l'Alliance mondiale des religions soulignant que « chacun doit devenir un messager de la paix ». En effet, ces accords ont marqué une étape pour la proclamation de la Déclaration de paix et de cessation des guerres (DPCW) en 2016, le programme « légiférer pour la paix », l'harmonie religieuse et le rôle de la société civile.

A noter que l'un des faits marquants de l'année écoulée a été



Une vue des membres du HWPL/DR

le soutien croissant à la DPCW, instrument juridique pour une paix durable. Au cours de l'année écoulée, des résolutions approuvant la DPCW ont été adoptées par de nombreux organes législatifs, notamment dans les villes de South Fulton et Fairburn, et dans les comtés de DeKalb et Fulton en Géorgie, aux Etats-Unis. De plus, la DPCW a été approuvée dans les provinces de Bayan-Olgii, Khovd, Bulgan et Orkhon en Mongolie, dans la ville de Yorosso au Mali, à Calauan dans la province de Laguna aux Philippines, et dans la ville de Bemasonandro à Madagascar. Plus particulière-

ment, le parlement latino-américain et caribéen (Parlatino), une union de 23 pays, a adopté une résolution qui soutient pleinement les principes de la DPCW et recommande aux Etats membres de l'approuver officiellement.

De même, parmi les autres avancées significatives, on peut citer l'expansion du dialogue interreligieux par l'étude des Ecritures, qui a accru la participation du public. L'éducation à la paix de HWPL est en cours d'intégration dans le programme scolaire public du Timor-Leste, avec environ 70% des établissements d'enseignement supérieur qui

coopèrent activement. « Ensemble : connecter la Corée », une campagne d'unification pacifique dans la péninsule coréenne, a également renforcé sa coopération avec les gouvernements locaux.

En définitive, au cours de l'année écoulée, le nombre des membres de la HWPL a considérablement augmenté, passant de 500 000 à 700 000. Cette croissance reflète un engagement commun envers la vision exprimée par le président Man Hee lors du 9e anniversaire de la DPCW en mars dernier : « *Nous ne sommes pas étrangers à la paix. Nous*

sommes les personnes impliquées et nous sommes nous-mêmes la paix. Alors, menons cette communauté mondiale vers un monde de paix », avait-il noté. Outre l'événement principal de Cheongju, des événements locaux seront organisés dans 78 pays jusqu'en octobre, rassemblant plus de quinze mille participants. Ces événements régionaux soulignent l'objectif du sommet : renforcer les réseaux locaux de paix et mobiliser une communauté mondiale plus large autour d'une mission commune pour la paix de l'humanité.

Guillaume Ondze

CONGO-UNICEF

Maria Vittoria Ballotta réaffirme son soutien à l'agenda national

Reçue par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le 5 septembre à Brazzaville, la nouvelle représentante résidente de l'Unicef au Congo, Maria Vittoria Ballotta, a réitéré le soutien de cette agence onusienne à l'agenda national pour l'enfance.

Succédant à Chantal Umutoni, Maria Vittoria Ballotta entend placer son mandat sous le signe de la continuité du travail réalisé par son prédécesseur. « *Beaucoup de progrès ont été réalisés au Congo pour l'enfance, notamment en matière de santé maternelle et infantile. Il y a eu aussi beaucoup de progrès liés à l'accès à l'éducation, une dynamique aussi nouvelle avec les adolescents. Sans oublier le Parlement des enfants. Ce sont des progrès dont il faut être fier au Congo* », a déclaré la diplomate onusienne, rappelant qu'il y a encore des défis à relever.

Selon elle, le monde change vite et le contexte évolue mais la place de l'enfance doit rester toujours prioritaire, même s'il y a d'autres urgences à gérer au niveau d'un pays comme le Congo. « *Ma discussion avec le Premier ministre, c'était d'abord pour confirmer le soutien de l'Unicef à*



Maria Vittoria Ballotta reçue par le chef du gouvernement DR

l'agenda national pour l'enfance, s'assurer que cet agenda est mis en place. Le renouvellement du nouveau plan national est un espace particulier pour

l'enfance et la mère. C'est une occasion importante pour réaffirmer l'investissement sur l'enfance au niveau des différents secteurs et surtout les enfants

les plus vulnérables qui n'ont pas forcément accès à des services de qualité, que ce soit l'éducation, la protection », a poursuivi Maria Vittoria Ballotta.

Elle s'est, par ailleurs, réjouie du fait que le Congo dispose de plusieurs possibilités en lien avec son agenda national dans des domaines tels que l'environnement et le climat. Le but étant de doter le pays d'un système plus résilient au niveau de la santé et de l'éducation pour l'enfance. « *Nous renouvelons notre engagement de travailler ensemble aux côtés des autres agences du système des Nations unies pour nous permettre d'avoir un impact encore plus fort, un soutien encore plus fort aux enfants à côté de nos partenaires nationaux et la société civile. Nous avons échangé avec beaucoup d'enthousiasme, je vois beaucoup d'opportunités au Congo, nous allons essayer d'attaquer ensemble les défis avec nos partenaires, et l'Unicef sera en première ligne dans ce sens* », a conclu la nouvelle représentante de l'Unicef.

Parfait Wilfried Douniama

CAMPAGNE ÉLECTORALE UNESCO

Le ministre d'État Pierre Mabiala conduit une délégation en Amérique latine

Le Chili constitue, en Amérique latine, la première étape de campagne, en soutien de la candidature idéalement portée par Firmin Édouard Matoko, menée par la délégation congolaise conduite par Pierre Mabiala, ministre d'État, ministre des Affaires foncières, chargé des Relations avec le Parlement. Puis elle se poursuivra au Paraguay et en Argentine.

Alors que se tenait, le 5 septembre, à Brazzaville une conférence de presse intitulée «Le choix du Congo, le choix de l'expérience» dédiée à la candidature de la République du Congo au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), animée par le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Moun-galla, en présence de Claudia Sassou N'Guesso, cheffe du département communication et médias, une délégation s'est envolée pour battre campagne en Amérique latine.

Dès le lundi 8 septembre, lors de sa première étape au Chili, après un premier entretien entre Pierre Mabiala et Carlos Moran Leon, ambassadeur di-



Campagne électorale Unesco- Chili, première étape en Amérique latine DR

recteur des questions Afrique et Moyen-Orient, la délégation congolaise a été reçue par Gloria de la Fuente, vice-ministre des Affaires étrangères à Santiago. Cette réception a permis au ministre d'État congolais, porteur d'un message du président Denis Sassou N'Guesso à son homologue Gabriel Boric, de le remettre à la diplomate chilienne qui a confié être en parfaite connaissance de la solidité de la candidature portée par la République du Congo et des compétences de Firmin Édouard Matoko qui possède tous les atouts pour occuper cette fonction. Lors du vote, le Chili saura apprécier la candidature comme étant la meilleure.

Elle a également confié que, sur instruction du président Gabriel Boric, le gouvernement

de son pays place la candidature de Firmin Édouard Matoko dans le cadre d'une réelle coopération chilo-africaine sur tous les plans, précisant que, pour le Chili, c'est une opportunité à saisir pour mettre en place, selon ses souhaits, une meilleure perspective des relations bilatérales. Elle a formulé le vœu de voir se réaliser la rencontre des deux présidents dans l'un ou l'autre pays d'ici à la fin de cette année 2025, afin de matérialiser entre eux cette future coopération.

Pour l'heure, les échanges ont conduit à l'évocation d'une éventuelle ouverture de consulats respectifs de part et d'autre. Les deux parties se sont séparées avec l'assurance d'une future coopération gagnant-gagnant entre leurs deux pays.

Marie Alfred Ngoma

ART CONTEMPORAIN

La 11^e Riac a démarré sous le signe de la mémoire et du partage

Initiée par l'artiste pluridisciplinaire congolaise Bill Kouélany, la Rencontre internationale d'art contemporain (Riac) a ouvert les portes de sa 11^e édition le 8 septembre à Brazzaville, lançant trois semaines de débats, d'ateliers, d'expositions et de spectacles sur le thème « Patrimoine africain, témoin du passé ou richesse durable pour demain ? ».

Le ton des spectacles a été donné dès 18h avec la performance envoûtante « Cercle de mémoires » de l'artiste camerounaise Ange Kayifa. Vêtue d'un simple maillot de bain, elle répand la scène d'encens et de sel, avant d'habiter le cercle lumineux tracé au sol, laissant son corps « parler » entre silence, gestes et danse. « "Cercle de mémoires" donne la visibilité aux femmes qui ont été invisibilisées dans l'histoire africaine. Je rends hommage à ma grand-mère, première femme régisseur de prison d'hommes dans ma ville au Cameroun, et à toutes celles dont la trace s'efface trop souvent », a-t-elle confié.



Ange Kayifa en pleine performance artistique lors de l'ouverture de la 11^e édition de la Riac/Adiac

La soirée s'est poursuivie avec la pièce « Cannibale » de Didier Daeninckx, mise en scène par François Boggio, avec Géraldine Massamouna et Eros Mampouya. Pour la comédienne et spectatrice Germaine Ololo, l'expérience reste parfaite. « Les comédiens sont là, le travail technique est là, mais le texte tiré d'un roman doit être réécrit pour être pleinement une pièce de théâtre », a-t-elle souligné.

Plus tôt dans la journée, les participants avaient pris part à un débat d'idées autour de la thématique de l'édition, après la présentation générale des artistes, avant de partager un repas de bienvenue et d'entamer les ateliers de critique d'art, peinture, photo/vidéo, écriture créative et danse.

Un programme dense et diversifié
Pour Chris Moubounou, coordinateur des Ateliers Sahn, le cœur

de la Riac réside dans la rencontre et la transmission. « Ce matin, chacun a mis un nom sur un visage, et dans l'après-midi, les ateliers ont démarré dans l'esprit de famille qui caractérise cette rencontre », souligne-t-il. La programmation comprend des débats, des ateliers, des performances, des projections, des expositions et des concerts.

Dès ce 9 septembre, le public est attendu pour la projection du do-

cumentaire « Sankara n'est pas mort » de Lucie Viver. S'ensuivront notamment un vernissage collectif à l'Institut français du Congo le 10 septembre, une exposition solo de Jean Michel Dissake le 11 septembre au Pefaco hôtel et un spectacle de slam et danses patrimoniales sous l'égide du Pnud le 12 septembre.

« Nous voulons que chaque soir, il y ait un rendez-vous artistique où le public retrouve théâtre, per-

formances ou cinéma, et chaque journée, des ateliers de création pour nourrir les échanges », précise Chris Moubounou.

Une centaine d'artistes réunis
Cette 11^e édition de la Riac réunit environ 100 artistes venus du Congo, mais aussi du Cameroun, du Gabon, de la République démocratique du Congo, de la Tunisie, de la Suisse, de la France, du Bénin, du Mali... Une diversité que les organisateurs tiennent à préserver malgré des moyens limités. « C'est toujours un plaisir pour moi de participer à la Riac, parce qu'on a la possibilité de rencontrer des professionnels et des non-professionnels venus de tous les horizons. Cela nourrit ma pratique et me pousse à me positionner en tant qu'artiste », insiste Ange Kayifa, qui signe ici sa troisième participation.

En trois semaines, Brazzaville se transforme en un carrefour culturel, où se croisent générations, disciplines et visions de l'Afrique de demain. Une manière concrète de faire du patrimoine non pas une relique, mais une matière vivante pour l'avenir.

Merveille Jessica Atipo

11^e ÉDITION RIAA RENCONTRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN BRAZZAVILLE

LES ATELIERS SAHM

PATRIMOINE AFRICAIN, TÉMOIN DU PASSÉ OU RICHESSE DURABLE POUR DEMAIN ?

DU 08 AU 28 SEPTEMBRE 2025

DÉBATS D'IDÉES, SPECTACLES, PROJECTIONS, EXPOSITION, WORKSHOPS, DANSE, CINÉMA, PEINTURE, PHOTO/VIDÉO, PERFORMANCE, CRITIQUE D'ART...

LES ATELIERS SAHM
168 - 170 RUE ALEXANDRY
MPISSA / BACONGO
+242 06 487 67 96

LES WORKSHOPS SE DÉROULERONT DU LUNDI AU VENDREDI, DE 9H30 À 12H PUIS DE 14H À 16H.

PROGRAMMATION	LUNDI 08 SEPTEMBRE 10H>18H	MERCREDI 17 SEPTEMBRE 18H
	<p>PRESENTATION GÉNÉRALE DES PARTICIPANTS SUIVIE DU DÉBAT D'IDÉES THÉMATIQUE 11^e RIAA : 10H avec Fabiola Ecol Ayika, Jean Michel Dissake Dissake, Hassim Tall Boukambo, et Dr Auguste Mubeto. Modéré par Francesca Bel</p> <p>REPAS DE BIENVENUE (sur invitation) : 12H</p> <p>DÉMARRAGE DES ATELIERS CRITIQUE D'ART, PEINTURE, PHOTOVIDÉO, ÉCRITURE CRÉATIVE, PERFORMANCE, DANSE : 14H-16H</p> <p>PERFORMANCES : 18H THÉÂTRE : "Cannibale de Didier Daeninckx" Une mise en scène de François Boggio. Avec Géraldine Massamouna et Eros Mampouya "Cercle de mémoires" de Ange Kayifa (Cameroun)</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>	<p>PERFORMANCES : 18H "L'Écluse" de Raïne Ezen (Cameroun) "Écoute" de la Cie Messianique (Cameroun)</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>MARDI 09 SEPTEMBRE 18H</p> <p>PROJECTION DU FILM DOCUMENTAIRE : 18H "Sankara n'est pas mort" de Lucie Viver</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>	<p>JEUDI 18 SEPTEMBRE 18H</p> <p>PERFORMANCES : 18H "Racines en mouvement" des Vicky Twins "Step by step to jump" de la Cie Noura "Sawata" de Nadekya (Cameroun)</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>MERCREDI 10 SEPTEMBRE 18H</p> <p>VERNISSAGE EXPO COLLECTIVE RIAA : 18H L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO (ENTREE LIBRE)</p>	<p>VENDREDI 19 SEPTEMBRE 18H</p> <p>SOIRÉE SPÉCIALE RESTITUTION DE DEUX RÉSIDENCES CROISÉES : 18H Performance de Tity Moudjpart et Sam BB. "Encre, sucre, saïve et sang" de Johanna, Mwana Tsuka avec les textes de Sony Labou Tansi</p> <p>L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>JEUDI 11 SEPTEMBRE 18H</p> <p>VERNISSAGE EXPO SOLO : 18H de Jean Michel Dissake Dissake (Cameroun)</p> <p>PEFACO HOTEL MAYA MAYA</p>	<p>SAMEDI 20 SEPTEMBRE 09H>18H</p> <p>CARTE BLANCHE : 09H30 Eustache AGBOTON (Benin)</p> <p>CONFÉRENCE : 10H30 "Le patrimoine africain à l'ère des imaginaires globalisés : continuités, fractures et réinventions" présentée par Emeraud Kouka Cornavin Critique d'art Conseil aux arts et aux lettres du Ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>VENDREDI 12 SEPTEMBRE 18H>18H</p> <p>EXPOSITION ÉPHÉMÈRE, VENTE TABLEAUX ET LIVRES À LA RÉSIDENCE DE LA REPRÉSENTANTE DU PNUD : 18H SPECTACLE DE SLAM ET DANSE SUIVI D'UNE SESSION DANSES PATRIMONIALES DES PAYS INVITÉS DE LA 11^e RIAA : 19H</p> <p>PNUD (SUR INVITATION)</p>	<p>DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 10H>15H</p> <p>VISITE TOURISTIQUE DE BRAZZAVILLE : 10H00 BATTLE DANCE NSAKA : 15H30</p> <p>ECOLE 3 FRANCS DE BACONGO (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>SAMEDI 13 SEPTEMBRE 09H>18H</p> <p>CARTE BLANCHE : 09H30-12H30 Marcel Obetta (Benin), Mélanie Obet (Suisse)</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p> <p>CONCERT DE B'EGGY MAM SUIVI D'UN DJ SET : 18H B'ART DES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>	<p>LUNDI 22 SEPTEMBRE 10H>15H</p> <p>CARTE BLANCHE : 18H Thème : Artiste et perspectives d'avenir, penser l'art comme un métier professionnel. Animée par Francesca BEL.</p> <p>PERFORMANCE : 18H "Niama" de Tillane</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 10H>12H</p> <p>MATCH DE FOOTBALL POUR LE FUN ET L'ESPRIT SPORTIF CONTINENTAL : 10H30 CLASSICO TERRAIN FOOT (CENTRE VILLE)</p>	<p>MERCREDI 24 SEPTEMBRE 18H</p> <p>RESTITUTION DE L'ATELIER DANSE : 18H animé par Marcel Obetta (Benin)</p> <p>L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO (ENTREE LIBRE)</p>
	<p>LUNDI 15 SEPTEMBRE 09H>18H</p> <p>CARTE BLANCHE : 09H30-12H30 Marcel Obetta (Benin), Mélanie Obet (Suisse)</p> <p>PERFORMANCES : 18H "La dualité de la mélancolie" de Sam bb "M'appelle Frida Kahlo" de Niza Cavalier (Haïti) "Moi, Stuba, sorrière" Performance théâtrale de Francesca BEL</p> <p>LES ATELIERS SAHM (ENTREE LIBRE)</p>	<p>DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 16H</p> <p>CLÔTURE DE LA 11^e RIAA : 16H • Restitution générale des ateliers Critique d'art, Peinture, Photo/vidéo et Performance. • Vernissage des œuvres produites. • Spectacles inédits. • Remise de prix</p> <p>LES ATELIERS SAHM / ENTREE LIBRE</p>
	<p>MARDI 16 SEPTEMBRE 18H</p> <p>PERFORMANCES : 18H "La dualité de la mélancolie" de Sam bb "M'appelle Frida Kahlo" de Niza Cavalier (Haïti) "Moi, Stuba, sorrière" Performance théâtrale de Francesca BEL</p> <p>ESPACE NOURA (ENTREE LIBRE)</p>	

POUR PLUS D'INFOS +242 06 487 67 96 @ LES ATELIERS SAHM



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



GRANDE RENTRÉE LITTÉRAIRE DE KINSHASA

Fabienne Zutterman invitée d'honneur

L'écrivaine belge, auteure de *L'Afrique pour se perdre*, est la personnalité de marque annoncée à la neuvième édition de l'événement majeur dédié à la littérature et organisé autour des plus grands auteurs et acteurs du livre en RDC, du 18 au 20 septembre, au Centre Wallonie-Bruxelles.

Fabienne Zutterman n'est pas par hasard l'invitée d'honneur de la 9e édition de la Grande Rentrée littéraire de Kinshasa. En effet, à cette occasion, l'écrivaine belge va pouvoir revenir au pays de Mobutu appelé alors Zaïre qui constitue la toile de fond de son premier roman, *L'Afrique pour se perdre*. Dans ce livre souvenir paru en 2022 aux Editions Empaj, elle raconte trois années de son enfance passée au Kasai et à Bukavu dans les années 1970. Les bibliophiles auront l'opportunité de faire connaissance avec l'auteur et son autobiographie romancée, où elle aborde le quotidien de la période postcoloniale à travers les yeux de la petite Belge qu'elle était autrefois.

Comme à l'accoutumée, la Grande Rentrée littéraire permet aux passionnés de livres et de la lecture d'échanger avec des auteurs nationaux et étrangers. Durant les trois journées, du jeudi 18 au samedi 20 septembre 2025, de 9h à 18h, de la Grande Rentrée littéraire, ils pourront participer à diverses activités. En plus de la présentation d'ouvrages, il est prévu notamment des



tables rondes, la remise du Prix Zamenga, une soirée slam et des ateliers d'écriture qui se tiendront entre la Bibliothèque et la délégation Wallonie-Bruxelles.

Rappelons que l'accès sera gratuit toutes les trois journées de l'événement, de 9h à 18h. Le grand marché

du livre devant la Bibliothèque Wallonie-Bruxelles est une librairie éphémère à ciel ouvert tandis que la Cour de la délégation accueillera certaines des activités susmentionnées.

« Voix de femmes, échos de résilience » est le thème de cette 9e Grande Rentrée littéraire de Kinshasa qui fait un



point d'honneur aux éditeurs, libraires, et associations littéraires locales. Les plus grands auteurs et acteurs du livre de la RDC y ont leur place.

Par ailleurs, le centre culturel belge invite déjà les exposants (éditeurs, libraires, associations, etc.) à une rencontre ce mercredi 10

septembre à la Délégation Wallonie-Bruxelles pour convenir des modalités de participation. Et, toute personne désireuse de s'inscrire ou confirmer sa participation est priée de contacter le suivant numéro : +243 994 382 914

Nioni Masela

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès
MINISTÈRE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)

Avis d'Appel d'Offres National (AAON)

Appel d'Offres pour Fournitures

(Processus à Une Enveloppe)

Appel d'Offres N° : 11/MPTEN/PATN-UCP/F/AON/2025

Projet : Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN)

Acheteur : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique (MPTEN)

Pays : République du Congo

Intitulé du Marché : ACQUISITION ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES DES SITES PILOTES DU SIGRHE

Financement : BIRD

Prêt N° : 9398-CG

Emis le : 10 septembre 2025

Mesdames, Messieurs,

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Mondiale pour financer le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN), et à l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements dans le cadre du marché relatif à la fourniture et installation des équipements informatiques des sites pilotes du SIGRHE. « Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement par Paiement Direct, telle que définie dans les Directives de Décaissement de la Banque Mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de crédit documentaire ».

2. Le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture et installation des équipements informatiques des sites pilotes du SIGRHE, pour un délai d'exécution de trois (03) mois.

3. La passation du marché sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres National (AON) tel que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale Version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020, Septembre 2023 et Février 2025 », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN), et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous.

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé et éligible en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable d'un montant de cent cinquante mille (150 000)

Francs CFA. La méthode de paiement sera par dépôt ou virement bancaire au compte ci-après : 30015 24201 10120003026 71, domicilié à la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH).

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous accompagnées d'une version électronique au plus tard le 9 octobre 2025 à 14 heures. La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous le 9 octobre 2025 à 14 heures 30 minutes.

7. Toutes les offres doivent comprendre « une Déclaration de Garantie de l'Offre », dont le modèle est indiqué dans la section IV.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulcation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
Nom de l'Agence d'exécution : Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN)
Nom du bureau : Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN)
Adresse du bureau : 254, Avenue Prosper GANDZION, à côté de l'ambassade du Rwanda, centre-ville, arrondissement 3 Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo
Téléphone : (+242) 05 079 21 21
E-mail : marchespatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur

Michel NGAKALA

HANDBALL

Le tournoi « J'aime la Bouenza au sens propre » lancé

Madingou, chef lieu du département de la Bouenza, a mobilisé plus de 450 athlètes au cours de la première édition du tournoi seniors hommes et dames dénommée « J'aime la Bouenza au sens propre », une initiative de son préfet Marcel Nganongo.

La compétition qui se tient du 8 au 20 septembre réunit 23 clubs venus des quatre départements du pays, à savoir Brazzaville, Pointe-Noire, Pool et Bouenza. Le but étant de déceler les talents et d'éveiller la conscience des jeunes de la Bouenza. La compétition obéit au 8e axe du projet de société du président de la République. « En voulant organiser ce tournoi, notre ambition est de réinstaller notre département au rang des autres départements sportifs comme ce fut le cas dans le passé. Mais comment faire pour déceler les talents et préparer nos jeunes à des compétitions nationales et internationales ? Le chef de l'Etat nous demande à propos de faire vivre les installations sportives. Pour



le faire, il fallait réunir la jeunesse autour d'une activité sportive, celle de handball en premier afin de relever les défis au niveau du sport dans le département de la Bouenza

», a déclaré le préfet. « Le présent tournoi de handball, placé sur le thème : J'aime la Bouenza au sens propre, première édition, va réunir les jeunes des différents

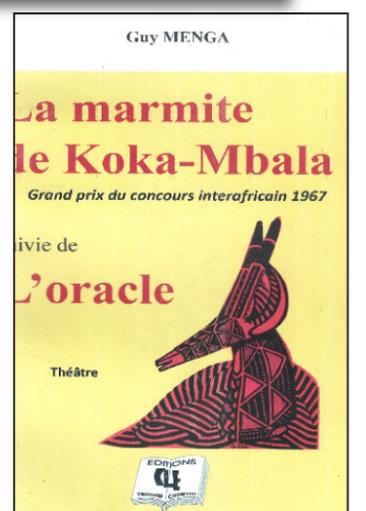
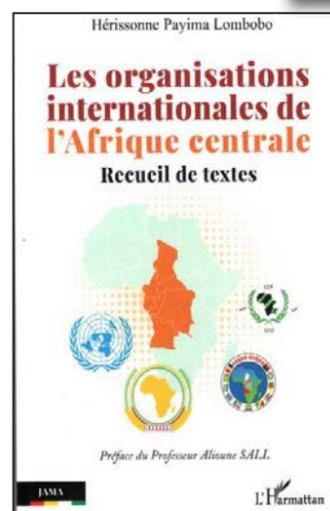
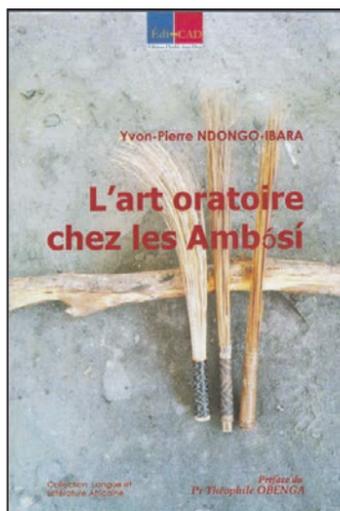
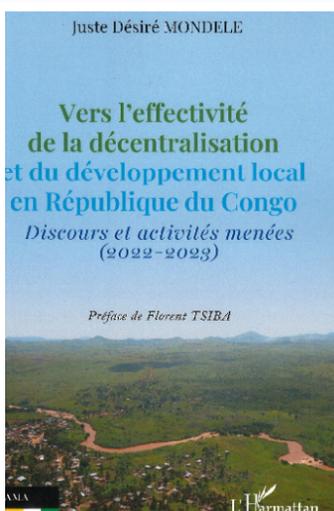
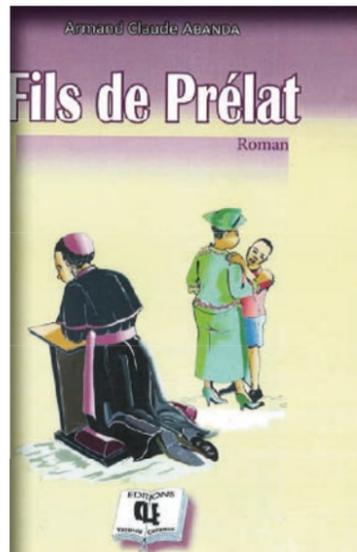
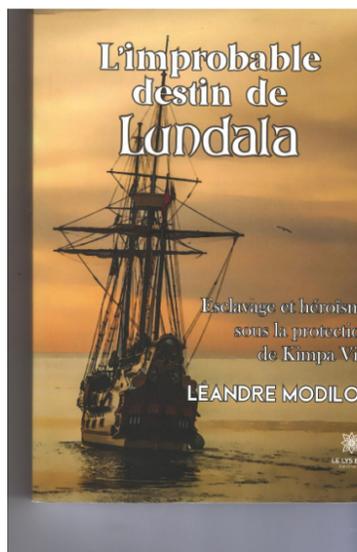
Une séquence du match d'ouverture DR départements de la République afin de renforcer le vivre-ensemble des citoyens congolais », a-t-il ajouté, avant de donner le coup d'envoi en compagnie de la coordonnatrice des

activités sportives du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP). Notons que lors de la première journée, Grain de sel a battu HC Kali (29-26). Banco sport a eu raison de Sainte barbe de Mindouli (50-26) en seniors dames. En seniors hommes, la Tsongolaise a pris le meilleur sur Tout-Puissant de Loutété (31-25). Inter a battu AVR (34-28) et NHA sport a gagné Lion sport (36-21). Le 9 septembre par contre en matinée, Academie chez les seniors hommes a battu Lion sport (36-28). Interclub a pris le meilleur sur Sainte barbe de Mindouli (64-17) et JSO s'est inclinée devant Tsongolaise (31-35). En seniors dames, la DGSP a écrasé Pigeon vert (67-17).

James Golden Eloué



EN VENTE





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

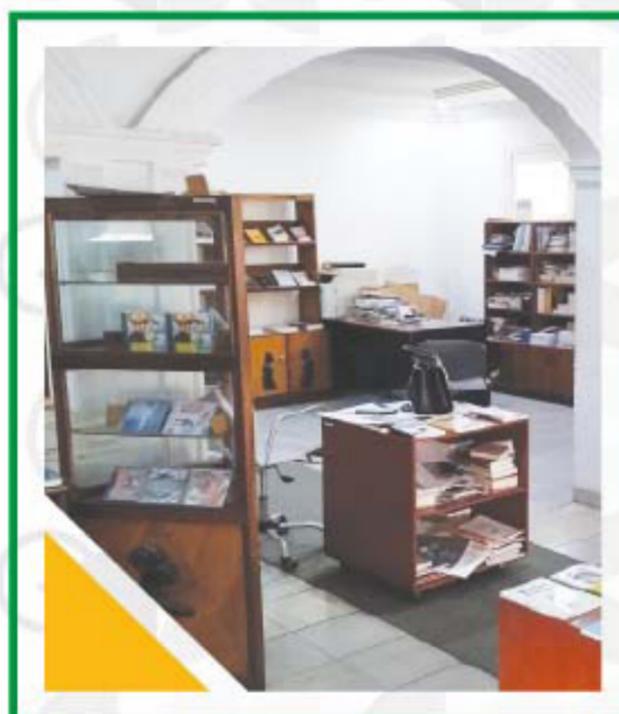
- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

VOLLEYBALL

Renaissance de Mpila a désormais dix ans d'expérience

Le Volley club Renaissance de Mpila, qui a célébré le 6 septembre à Brazzaville ses dix ans d'existence, a décidé de s'ouvrir dans la perspective d'aller dénicher d'autres talents loin de sa zone de confort.

« Aujourd'hui, le Volley club (VC) Renaissance de Mpila s'ouvre. En dehors du lycée technique 5-février nous avons élargi notre champ d'action au lycée technique 1er-mai. Nous avons compris qu'on ne peut pas seulement rester à Mpila. On peut aller à Kintélé ou à Nkombo et partout d'ailleurs. Le volleyball doit se pratiquer partout. Heureusement, il y a des gens de bonne volonté qui nous apporte leur contribution », a expliqué Blaise Ngamba, le président de ce club.

Son ambition consiste à faire de VC Renaissance une vitrine de Mpila et le grenier du volleyball au niveau du département de Brazzaville. Au cours de la saison qui vient de s'achever, son équipe a occupé le 3e rang chez les seniors hommes. C'est une performance, se félicite-t-il. « Dix ans, c'est une histoire et une expérience que nous sommes en train d'acquérir au quotidien ».

Créée en 2015, cette équipe a commencé avec une seule catégorie : les cadets. Et aujourd'hui, elle dispose de presque toutes les catégories sauf les seniors dames. Du lycée technique 5-février, elle a créé un autre centre au lycée technique commercial 1er-mai pour confirmer son statut de club formateur. Le club a formé pendant ses dix ans beaucoup d'athlètes et il veut former davantage avec son nouveau centre. « Tous ses enfants



Le secrétaire général adjoint de la Fécovo remettant un échantillon de ballon à Blaise Ngamba pour encourager ses efforts dans la formation/Adiac appartient à cet établissement. Et ils ont déjà commencé à jouer les championnats départementaux et nationaux », a-t-il précisé. Blaise Ngamba qui fait de la formation son cheval de bataille exhorte les autres clubs à faire autant pour relever le niveau du volleyball congolais. « Ceux qui ne forment pas attendent seulement que les enfants évoluent pour mettre la main. Cette pratique bloque l'évolution générale. Si une équipe perd cinq joueuses au cours de la même saison, elle est démembrée. Il doit y avoir une concurrence loyale. La fédération doit faire en sorte qu'il n'y ait pas de transfert pendant quatre ans pour que les équipes puissent avoir un bon niveau. Dans ces conditions, on aura des équipes fortes »

concurrency loyale. La fédération doit faire en sorte qu'il n'y ait pas de transfert pendant quatre ans pour que les équipes puissent avoir un bon niveau. Dans ces conditions, on aura des équipes fortes », a-t-il souhaité.

VC Renaissance de Mpila entretient de bonnes relations avec la Fédération italienne de volleyball, laquelle lui dote chaque année des kits et équipements de volleyball. « De nos jours, nous avons des équipements tout neufs au niveau de Milan. Il nous faut des moyens pour qu'ils arrivent à Brazzaville. Aussi nous avons des contacts en France. Nous avons également du matériel qui est présentement en France grâce à un nouveau partenaire. Mais nous souhaitons que ce soit un partenariat durable comme avec la fédération italienne », a conclu Blaise Ngamba.

Notons qu'au cours des festivités, le club a organisé le 3 septembre une opération de salubrité au lycée technique 5-février 1979 et fait un don de sang le 4 septembre à l'hôpital de référence de Talangaï. Le 5 septembre, il a organisé un match de gala avant de clôturer le 6 septembre par une messe d'action de grâce en la paroisse Saint Louis des Français, une visite guidée aux Tours jumelles. Le club a décerné les diplômes d'honneur à tous ceux qui ont contribué à l'évolution de la discipline et l'ont aidé à grandir avant de lier l'utile à l'agréable.

James Golden Eloué

INSERTION LÉGALE

La Société X Oil Congo SA informe le public de l'octroi en location gérance des fonds de commerce représentés par les stations services Hôtel de Ville et Plateau Impérial à la Société **Maison Aubaine** depuis le 03 septembre 2025 pour une durée d'un an renouvelable.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mbali Divine Simplicia. Je désire désormais être appelé Mbali Ruello Divine Simplicia. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.



À LOUER
Au quartier Mbama à Bacongo
Maison avec 3 chambres à coucher climatisées

sées
-Salle de bain
-Cuisine
-Salon
-Toilette
-Terrasse
N.B.: Seul dans la

parcelle
CONTACT :
Mme Blanche
Tél.:
06 479 53 66
05 519 26 90

CÉMAC

Les ministres préparent la 16^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat

La 43^e session ordinaire du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC) dont les travaux se sont ouverts le 9 septembre à Bangui, en République centrafricaine, est consacrée à la préparation de la 16^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat du 10 septembre, ainsi qu'à l'examen des dossiers ayant un impact significatif sur la nouvelle dynamique de la communauté et aux défis à relever pour consolider l'intégration régionale.

Les ministres chargés de l'Economie, des Finances et de l'Intégration régionale des six Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) sont en conclave depuis hier dans la capitale centrafricaine. Le Congo y est représenté par les ministres des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka, et de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé.

Présentant l'ordre du jour de la session, notamment les dossiers examinés par le comité inter-Etat, le président de la commission de la Cémac, Baltasar Engonga Edjo'o, a rappelé que le conseil des ministres devra se prononcer, entre autres, sur les questions liées à la fiscalité, aux règles de surveillance multilatérale, à la santé ainsi qu'à la situation financière de la communauté. « L'évaluation et la transparence des dépenses fiscales restent un véritable défi pour la communauté dont le poids nourrit le retard que la Cémac enregistre dans l'amélioration de son taux de pression fiscale et, plus généralement, dans l'augmentation substantielle des recettes non pétrolières, indispensables à la consolidation budgétaire et à la viabilité à long terme des dettes publiques continues », a-t-il rappelé.



Les ministres des Finances et de l'Economie/Adiac

Les ministres apprécieront, avant transmission à la Conférence des chefs d'Etat, un certain nombre de mesures prises par les ministres de la Santé de la communauté après la covid-19, au regard des nouveaux défis qui restent à relever. « Je sollicite de votre part une attention particulière à l'examen et au traitement rigoureux de ces différents dossiers. Nous souhaitons que des solutions innovantes et courageuses soient soumises à l'attention de nos chefs d'Etat pour obtenir leur engagement et soutien, afin d'accélérer toutes les actions qui sont nécessaires à la résolution de ces problèmes », a lancé le président de la commission de la Cémac à l'ouverture des travaux.

Tracer de nouvelles orientations plus crédibles et renforcer la résilience

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale de la République centrafricaine, Richard Filakota, a rappelé qu'un ensemble de textes devant renforcer l'assiette fiscale des Etats est soumis à l'appréciation du Conseil qui est également tenu à examiner le projet de texte portant sur les sanctions aux règles de la surveillance multilatérale. Il s'agira également de faire une proposition concrète aux chefs d'Etat, dans le cadre de la mise en œuvre des exigences des institutions de Bretton Woods, de la mise en œuvre des instructions de la dernière Conférence extraordinaire des chefs d'Etat de décembre 2023 à Yaoundé.

Sans oublier la préparation des dossiers que la communauté présentera aux prochaines assises de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, prévues pour octobre prochain. « La situation de la Communauté reste des plus préoccupantes depuis un certain nombre d'années, représentant ainsi un frein incontestable aux efforts de la sous-région pour la réalisation des objectifs confiée à elle par nos plus hautes autorités. C'est dans ce sens et désireux d'impulser le financement de la communauté que le Parlement de la Cémac a pris une résolution pour l'application des textes en vigueur relatifs au financement de la communauté, afin de garantir le fonctionnement régulier, efficace

et efficient de la communauté », a-t-il souligné.

Président sortant du Conseil des ministres de l'UEAC, le Pr Richard Filakota a également indiqué que les participants seront édifiés, entre autres, sur l'état de la décision portant interdiction d'exportation de bois sous forme de grume, la mise en œuvre de la directive sur les partenariats publics-privés, l'évolution du système licence-master-doctorat. « Au regard de tout ce qui précède, nous pouvons nous réjouir que le bilan de fonctionnement de la Communauté est globalement encourageant et porteur d'espoir pour un futur de la Communauté à travers l'amélioration des conditions de vie de ses populations. Il nous revient désormais de renforcer les liens d'intégration qui nous lient, de tracer de nouvelles orientations plus crédibles et de renforcer notre résilience sur les questions de souveraineté de notre espace commun », a-t-il conclu.

Notons que l'une des décisions attendues de la 16^e Conférence ordinaire des chefs d'Etat de la Cémac est le passage de témoin entre le président sortant, Faustin Archange Touadera de la Centrafrique, et l'entrant, le Congolais Denis Sassou N'Guesso.

Parfait Wilfried Douniama

IMPÔTS

Renforcer l'efficacité de l'administration fiscale pour stimuler la croissance

Les travaux du huitième Colloque international sur la fiscalité ont été lancés, le 9 septembre, à Brazzaville avec un appel à la modernisation du système fiscal en Afrique. Lors de ces assises, auxquelles participent plusieurs délégations étrangères, le modèle de réforme en cours au Congo sera examiné, notamment en ce qui concerne la digitalisation, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'adoption de l'impôt global forfaitaire.

L'ouverture des travaux de l'édition 2025 du colloque a été présidée par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, en lieu et place du Premier ministre. Organisé par le Master 227 de l'Université Paris-Dauphine, en partenariat avec la direction générale des Impôts et des Domaines du Congo, ce rendez-vous annuel réunit des universitaires, des décideurs et des représentants des administrations fiscales de plusieurs pays africains (Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger, Tchad, RD Congo, Maroc, Madagascar, Mali, Mauritanie, Gabon), ainsi que des délégations de France, de Belgique et d'Italie.

Placée sous le thème « Rôle et place du droit fiscal national : enjeux de la mobilisation des recettes et de durabilité », la rencontre abordera les sujets liés à la mobilisation des recettes du secteur extractif, au développement durable en matière

d'exploitation des ressources vivantes, ainsi qu'à la lutte contre la délinquance fiscale par l'adaptation des structures administratives. Ce colloque marque, selon le président de l'Association dauphinoise d'administration fiscale, Maxence Bringuier, le point de départ d'une dynamique de collaboration en matière de pratiques fiscales pour un développement durable sur le continent. En mettant l'accent cette année sur la fiscalité nationale, le Pr Arnaud Raynouard de l'Université Paris-Dauphine - Master 227 a ajouté que ce colloque espère susciter des réflexions autour de la mobilisation des ressources internes.

Décideurs politiques et experts sont unanimes sur la nécessité pour les États africains d'améliorer l'efficacité de leurs systèmes fiscaux, afin de favoriser la croissance économique et la création d'emplois. Face à la rareté des financements extérieurs et au poids de la dette, le gouvernement congolais mise sur les



recettes fiscales pour financer les services publics essentiels, tout en créant des incitations positives pour les entreprises. Le ministre Paul Valentin Ngobo a indiqué que ce colloque vient à point nommé pour enrichir la réflexion et susciter la réforme du système fiscal national. « Les regards croisés des universitaires, des experts fiscaux, des décideurs politiques,

Les intervenants à l'ouverture des travaux/Adiac ainsi que des partenaires au développement permettront d'identifier les pistes concrètes pour renforcer nos cadres fiscaux », a-t-il assuré.

Depuis quelques années, le pays a amorcé la réforme de son administration en tentant d'améliorer la gouvernance, la transparence, la prévisibilité et l'équité de ses actions. L'une des récentes réformes a porté sur la TVA, que

l'État a voulu simplifier via la télé-déclaration. Le pays a également introduit la digitalisation par la mise en place d'E-tax, permettant les déclarations en ligne. L'assiette fiscale a été élargie au secteur informel, qui représente 40 % de l'activité économique nationale, avec l'adoption de l'impôt forfaitaire pour les petits opérateurs économiques. « La direction générale des impôts et des domaines œuvre à renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu, à alléger la fiscalité des très petites entreprises tout en renforçant le civisme fiscal... », a déclaré Ludovic Itoua, le directeur général des Impôts de la République du Congo. Après les ateliers consacrés à « La fiscalité au service de l'économie », le colloque se poursuit ce mercredi par une table ronde sur « La mobilisation des recettes : industries extractives, présent et avenir », ainsi que plusieurs ateliers thématiques.

Fiacre Kombo